

Histoire publique et monde commun

Public History and the Common World

L’outillage des historiens inclut plusieurs notions qui permettent de parler des biens que partagent les citoyens. Au cours des derniers mois, ces idées ont aidé à clarifier les enjeux des nombreuses représentations publiques qui ont occupé la Société historique du Canada.

Pour commencer, le vocable « histoire publique » réfère non seulement – et plus couramment – à l’usage de l’histoire en dehors du monde scolaire et universitaire, mais encore à la nature commune de la mémoire et du passé dans une société démocratique. C’est à cette prérogative des citoyens que la SHC se rapporte en se faisant garante de la liberté de circulation des travaux historiques, du maintien des lieux et des institutions où les connaissances du passé peuvent être débattues et interprétées, et de la conservation et de l’accessibilité des documents pour l’étude du passé.¹ La mise en relation des institutions mémorielles avec la volonté et les intérêts des citoyens est au cœur de la vocation de plusieurs projets publics. La formation des archivistes en est un exemple; elle les habilite à juger de la valeur d’un document, en tenant compte de ce qui semble être nécessaire dans l’avenir, au meilleur des connaissances du présent: la SHC a rappelé ce mois-ci aux administrateurs de BAC l’importance des principes d’expérience et de séniorité dans l’embauche et la carrière de leurs employés. C’est aussi avec la conscience de cette propriété partagée de l’histoire que la SHC a accueilli la nouvelle de la nomination du nouvel archiviste et bibliothécaire national, Guy Berthiaume. À la tête de Bibliothèque et Archives nationales du Québec pendant plusieurs années, il a promu un engagement accru envers les usagers et une plus grande diffusion des collections, l’aide financière d’une fondation philanthropique aidant à compenser la diminution des fonds provinciaux.²

Le mandat de vigilance de la SHC renvoie à son tour au rôle de l’histoire dans la « vie publique », que le concept d’« action » peut aider à comprendre. Distincte du « travail » qui perpétue la vie elle-même, et de « l’oeuvre » qui s’apparente à la fabrication, l’action est faite des gestes et des mots qui lient les hommes dans leurs efforts pour créer et entretenir un « monde commun ». ³ Il s’agit pour les historiens d’assurer la présence de la perspective historique dans l’élaboration des politiques, en plus de préserver les traces des expériences et des savoirs passés qui alimentent

Amongst the notions used by historians, many are helpful to speak of what is shared for the well-being of all citizens. In the last few months, they have helped clarify what is at stake in the work of advocacy of the Canadian Historical Association.

To start with, the expression “public history,” which often refers to history outside of scholarly settings, also denotes the belief that in a democratic society all citizens have claims on the past and on memory. It is largely on the assumption that such claims are legitimate that the CHA bases its defence of the freedom of circulation of the results of historical research, its recognition of the importance of institutions where historical knowledge is debated and interpreted, and its insistence on the availability and conservation of the documents used for the study of the past.¹ Many public institutions are devoted to connecting historical projects with the will and the interests of citizens. The education of archivists offers an example, which enables one to assess the value of a document to the best of current knowledge, whilst remaining mindful of the speculative nature of anyone’s sense of what will be required by historians in the future. With this in mind, the CHA has recently reminded LAC administrators of the importance of experience and seniority in the hiring and career of their employees. It is also in reference to the shared ownership of history that the CHA welcomed the news of the appointment of the new Librarian and Archivist of Canada last month, whose previous role at the helm of the National Library and Archives of Quebec was marked by a greater engagement with users and a broader circulation and dissemination of the collections in with financial support of a philanthropic foundation compensating for the decrease in provincial subsidies.²

In turn the CHA’s mandate as a watchdog is founded on a belief in the central role of history in “public life,” which the concept of “action” helps to understand. Distinct from “labour” which perpetuates life itself, and from “work” which is closer to the making of things, action is composed of gestures and words that bind humans in their efforts to create and maintain a “common world.”³ Historians have to ensure the presence of historical thinking in the making of policies, and to keep and update the records of past experiences and knowledges which nurture the shared effort of transmitting the “common world” between generations. It is in these terms that members of the CHA

Historians have to ensure the presence of historical thinking in the making of policies, and to keep and update the records of past experiences and knowledges which nurture the shared effort of transmitting the “common world” between generations.

Il s’agit pour les historiens d’assurer la présence de la perspective historique dans l’élaboration des politiques, en plus de préserver les traces des expériences et des savoirs passés qui alimentent l’effort partagé de transmission du « monde commun » entre générations.

Photo : Dome of the River Salon of the Canadian Museum of History, by Doug Zwick / Photographie : Le dôme du salon de la Rivière du Musée canadien de l’histoire, par Doug Zwick, Creative Commons <http://www.flickr.com/photos/dczwick/4871617097/in/photostream/>



l’effort partagé de transmission du « monde commun » entre générations. C’est en ces termes que le Conseil de la SHC, après avoir obtenu du Musée canadien de l’histoire que la rénovation de la Salle du Canada soit sujette à la consultation d’historiens, a réfléchi à la légitimité, à l’indépendance et aux limites du rôle d’« expert » ou de « consultant ». La SHC demeure une association non partisane, qui ne promeut pas d’interprétation particulière, mais qui travaille à ce que l’exposition d’un Musée national réponde aux normes de la discipline historique requises par la diversité et les débats d’une société libérale.

L’idée des terrains communaux et l’histoire de leurs origines médiévales sont elles aussi pertinentes. De jeunes collègues les utilisent dans leurs enquêtes sur les transformations du marché immobilier urbain ou encore sur les valeurs citoyennes des employés de la poste pour montrer en quoi la logique de ce qui appartient à tous diffère fondamentalement de celle des échanges de marchandises.⁴ La notion aide la SHC à examiner la privatisation d’un bien créé par des membres de la fonction publique en utilisant des fonds publics, le catalogue collectif des bibliothèques canadiennes AMICUS, dont BAC a récemment confié le renouvellement à une entreprise privée américaine à but non lucratif.⁵ Pour les membres de la SHC, il s’agit de faire en sorte que la logique des services publics survive à tout transfert de ce genre, et de rappeler que de telles décisions auraient dû être prises de façon ouverte, responsable et renseignée.⁶

Council, after obtaining agreement from the Canadian Museum of History that the renovation of the Canada Hall would be subjected to an external consultation of historians, reflected on the legitimacy, the independence, and the limits of the roles of “experts” and “consultants.” As a non-partisan association the CHA, which of course does not privilege any one historical interpretation over another, argued that the process of making the permanent exhibition of a national museum must be answerable to the requirements imposed on the historical discipline in a liberal society.

The idea of “the Commons,” whose history and medieval origins have been carefully traced, are also relevant to this discussion. Young colleagues use it in their investigations of the transformations of urban real estate, or on the values of employees of public post offices, to show how the logic of what belongs to all differs fundamentally from the logic of what is traded.⁴ This notion has helped the CHA to examine the privatization of one good developed by civil servants with public funds, the collective catalogue of Canadian libraries AMICUS, which LAC has recently outsourced to a non-profit US company, to conduct a long overdue update.⁵ For CHA members, the concern is to make sure that the logic of public services survives any transfer of this kind, and to remind authorities that such decisions should have been taken in an open, accountable, and informed fashion.⁶

Une des belles pages de l'histoire de l'UNICEF concerne la campagne mondiale d'éradication de la poliomyélite au début des années 1980, à l'initiative de l'épidémiologiste et universitaire newyorkais Jonas Salk. À ceux qui lui demandaient à qui appartenait le vaccin qu'il avait largement contribué à mettre au point au tournant des années 1960, avec l'aide d'une fondation de bienfaisance, il offrit une réponse devenue célèbre: « *There is no patent. Could you patent the sun?* » Sa réponse permet de relier l'histoire des institutions publiques aux questions de la propriété et de la brevetabilité du vivant. On peut dès lors invoquer les historiens de l'environnement qui écrivent à propos des biens de la couronne et des obligations fiduciaires des gouvernements. C'est vers cette notion de « fiducie d'intérêt public » que se tourne dorénavant la Société bibliographique du Canada pour réexaminer le mandat légal de BAC dans ses critiques de la fermeture des bibliothèques fédérales et de l'amenuisement des services de BAC.⁷ Elle rappelle que l'origine de de telles obligations publiques se trouve en partie dans l'histoire des pêches et de la navigation. Avec l'aide des historiens de l'enfance, on pourrait également retourner à une référence du même ordre, la responsabilité commune des sociétés à l'endroit du bien-être des jeunes, faite en d'autres circonstances par les tenants de la notion d'une « opinion publique internationale », lors du combat pour la démocratisation de la diplomatie, à la veille de la Première Guerre mondiale. D'une activité de représentation publique à l'autre, il est rassurant de découvrir avec quel soin ces notions sont étudiées dans plusieurs des champs de la discipline historique.

Dominique Marshall

Présidente

Société historique du Canada

Merci à David Dean, Yves Frenette et Jim Opp pour leur relecture et leurs suggestions.

In one illuminating episode in the history of UNICEF from the beginning of the 1980s, New York epidemiologist and scholar Jonas Salk took the initiative of a campaign to eradicate infantile paralysis worldwide. To those who asked him about the ownership of the vaccine he had discovered with the support of a charitable trust, at the turn of the 1960s, he said: "*There is no patent. Could you patent the sun?*" His famous answer offers a link between the history of public institutions and the problems of the patenting and the ownership of life. Thereafter, one can invoke the environmental historians who write about crown lands and fiduciary obligations of governments, as has the Bibliographic Society of Canada in its examination of the legal mandate of LAC, in its campaign against the closing of federal departmental libraries and the impoverishment of LAC services.⁷ They place the origins of this "public trust" in the traditions of navigation and fisheries. But with the help of historians of childhood, one could equally go back to similar references to a "public trust," this time about the welfare of the young, made by advocates of the notion of an "international public" in their struggle for a democratization of diplomacy, on the eve of the First World War. From one action of advocacy to the other, it is reassuring to see in how many quarters of the historical profession such notions are studied and valued.

Dominique Marshall

President

Canadian Historical Association

Thanks to David Dean, Yves Frenette and Jim Opp for their reading and suggestions.

¹ Bonny Ibhawoh, "Where Do We Begin? Human Rights, Public History, and the Challenge of Conceptualization", dans David Goutor et Stephen Heathorn, dir. *Taking Liberties. A History of Human Rights in Canada*, OUP, 2013, pp. 59-87; Jan Goldstein, "The AHA as a Bully Pulpit", *Perspectives on History*, Mai 2014.

² Guy Berthiaume, « 'Institution de mémoire' n'implique pas passéisme », *Le Devoir*, 14 juin 2014.

³ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, 1958.

⁴ E.P. Thompson, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, 1991.

⁵ Don Butler, "Library and Archives Canada Moves to Outsource National Catalogue", *Ottawa Citizen*, 31 March 2014.

⁶ Ann Cavoukian, "Openness and Transparency – Key to Holding Governments Accountable", Toronto, Archives Summit, January 2014.

⁷ Heritage Preservation, "A Public Trust at Risk", <http://www.heritagepreservation.org/HHI/>, 2005, cité par Janet Friskney, Présidente sortante, "Much That's Untoward: Eroding Democracy, Eroding Trust," Special joint session: "Eroding Democracy: Canada's Public Science Policy in a New Regime of Governance," Brock, Mai 2014.

¹ Bonny Ibhawoh, "Where Do We Begin? Human Rights, Public History, and the Challenge of Conceptualization," in David Goutor and Stephen Heathorn, eds. *Taking Liberties. A History of Human Rights in Canada*, OUP, 2013, pp. 59-87; Jan Goldstein, "The AHA as a Bully Pulpit," *Perspectives on History*, May 2014.

² Guy Berthiaume, « 'Institution de mémoire' n'implique pas passéisme », *Le Devoir*, 14 juin 2014.

³ Hannah Arendt, *The Human Condition*, 1958.

⁴ E.P. Thompson, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, 1991.

⁵ Don Butler, "Library and Archives Canada Moves to Outsource National Catalogue", *Ottawa Citizen*, 31 March 2014.

⁶ Ann Cavoukian, "Openness and Transparency – Key to Holding Governments Accountable", Toronto, Archives Summit, January 2014.

⁷ Heritage Preservation, "A Public Trust at Risk", <http://www.heritagepreservation.org/HHI/>, 2005, quoted by Janet Friskney, Présidente sortante, "Much That's Untoward: Eroding Democracy, Eroding Trust," Special joint session: "Eroding Democracy: Canada's Public Science Policy in a New Regime of Governance," Brock University, St Catharines, May 2014.